

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

REMAKE UK 2025

Société civile de placement immobilier à capital fixe faisant offre au public
Siège social : 2 rue Washington, 75008 Paris
944 968 098 RCS Paris

AVIS DE CONVOCATION A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 27 OCTOBRE 2025

Les associés de REMAKE UK 2025 sont convoqués :

Le lundi 27 octobre 2025 à 10h00

au siège social 2 rue Washington, 75008 Paris

en Assemblée Générale Extraordinaire, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour exposé ci-après :

- Augmentation du montant du capital social maximum statutaire - Correction de l'erreur matérielle portant sur le nom de famille d'un associé fondateur - Modification corrélative de l'article 6 des statuts,
- Modification du montant de l'augmentation de capital social et modification corrélative de l'article 7.1 des statuts,
- Mise en cohérence des statuts avec la note d'information au regard des commissions perçues par la société de gestion et modifications corrélatives des articles 14.1, 14.2, 14.3 B et 14.4 B des statuts,
- Précision sur la durée statutaire de la société et modification de l'article 29 des statuts,
- Pouvoirs pour les formalités.

Texte des résolutions**PREMIERE RESOLUTION**

(Augmentation du montant du capital social maximum statutaire - Correction de l'erreur matérielle portant sur le nom de famille d'un associé fondateur - Modification corrélative de l'article 6 des statuts)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité pour les assemblées générales extraordinaires,

après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance,

décide de modifier le montant du capital social maximum statutaire pour le porter de onze millions sept cent soixante mille sept cents (11.760.700) euros à soixante-sept millions deux cent soixante mille deux cents (67.260.200) euros, sans qu'il y ait une quelconque obligation d'atteindre ce montant dans un délai déterminé,

décide corrélativement d'apporter à l'article 6 « CAPITAL SOCIAL » des statuts les modifications apparaissant ci-dessous et d'apporter une correction au nom de famille d'un associé fondateur signalée en gras :

« Capital social effectif

Le capital social effectif, qui a été souscrit et entièrement libéré sans qu'il ait été procédé à une offre au public, est fixé à un million quatre-vingt-six mille (1.086.000) euros. Il est divisé en mille quatre-vingt-six (1.086) parts d'une valeur nominale de sept cents (700) euros chacune numérotées de un (1) à mille quatre-vingt-six (1086), attribuées aux membres fondateurs en représentation de leurs apports en numéraire, à savoir :

[...]

PENNEL Hervé

[...]

Les membres fondateurs ont intégralement libéré les parts souscrites par chacun d'eux, ainsi qu'il résulte d'une attestation écrite de la banque.

Ils ont versé, en sus du nominal, une prime d'émission de trois cents (300) euros pour chaque part souscrite, soit un capital social effectif initial, prime d'émission incluse, s'élevant à un million quatre-vingt-six mille (1.086.000) euros, dont trois cent vingt-cinq mille huit cents (325.800) euros de prime d'émission.

Ces parts sont inaliénables pour une durée de trois (3) ans à compter de la délivrance du visa de l'AMF, conformément à l'article L. 214-86 Code monétaire et financier.

• Capital social minimum

Conformément aux dispositions de l'article L. 214-88 du Code monétaire et financier, le montant du capital social minimum est de sept cent soixante mille (760 000) euros. Le montant du capital social minimum statutaire est fixé à sept-cent-soixante mille deux cents (760.200) euros.

• Capital social maximum

Le montant du capital social maximum autorisé est fixé à onze millions sept cent soixante mille sept cents (11.760.700) euros ~~soixante-sept millions deux cent soixante mille deux cents (67.260.200) euros~~.

Il n'existe aucune obligation d'atteindre le montant du capital social maximum statutaire. »

autorise la Société de Gestion à modifier en conséquence la note d'information de la SCPI afin d'y insérer le nouveau montant du capital social maximum statutaire de la SCPI Remake UK 2025.

DEUXIEME RESOLUTION

(Modification du montant de l'augmentation de capital sociale et modification corrélative de l'article 7.1 des statuts)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité pour les assemblées générales extraordinaires,

après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance,

prenant acte de l'augmentation du montant du capital social maximum statutaire adoptée dans le cadre de la première résolution ci-dessus ;

décide d'autoriser la Société de Gestion à augmenter le capital de la SCPI dans la limite du nouveau montant du capital maximum statutaire tel que voté dans le cadre de la première résolution ci-dessus, et ainsi de pouvoir porter le capital de la SCPI à soixante-sept millions deux cent soixante mille deux cents (67.260.200) euros ;

rappelle que conformément à l'article 7.1 des statuts, tous pouvoirs sont d'ores et déjà donnés à la Société de Gestion pour :

- procéder à toute augmentation de capital social, aux époques, pour la durée et le montant qu'elle déterminera, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur,
- proroger ou clore par anticipation et sans préavis chaque augmentation de capital,
- dé plafonner le montant de l'augmentation de capital en cours dans la limite de 30% du montant maximum prévu de l'augmentation de capital,
- arrêter à la fin d'une période de souscription, le montant d'une augmentation de capital au niveau des souscriptions reçues pendant cette période de souscription, pour autant que les souscriptions recueillies pendant cette période atteignent 75% minimum du montant prévu de l'augmentation de capital,
- constater les augmentations de capital et effectuer toutes les formalités corrélatives, en particulier régler les frais d'enregistrement et procéder aux modifications des statuts, sans qu'il soit pour cela nécessaire de convoquer l'assemblée générale extraordinaire,
- fixer les autres modalités des augmentations de capital, à savoir notamment : le montant de la prime d'émission, les conditions de libération, et la date d'entrée en jouissance des parts nouvelles.

rappelle que conformément à l'article 7.1 des statuts, l'augmentation de capital pourra, au choix de la Société de Gestion, être divisée en plusieurs tranches, les droits des parts étant déterminés par la tranche au cours de laquelle elles ont été souscrites,

décide corrélativement d'apporter à l'article 7.1 « POUVOIRS DE LA SOCIETE DE GESTION » des statuts les modifications apparaissant ci-dessous :

« Les associés confèrent tous pouvoirs à la Société de Gestion, à l'effet de porter le capital social, en une ou plusieurs fois, par souscription en numéraire, à un montant maximum de ~~onze millions sept cent soixante mille sept cents (11.760.700) euros~~ soixante-sept millions deux cent soixante mille deux cents (67.260.200) euros, sans qu'il y ait toutefois obligation quelconque d'atteindre ce montant dans un délai déterminé.

Les émissions de parts nouvelles se font à la valeur nominale augmentée d'une prime d'émission, telle que définie ci-après.

Toute augmentation de capital pourra, au choix de la Société de Gestion, être divisée en plusieurs tranches, les droits des parts étant déterminés par la tranche au cours de laquelle elles ont été souscrites.

Les associés délèguent tous pouvoirs à la Société de Gestion, pour :

- *procéder à toute augmentation de capital social, aux époques, pour la durée et le montant qu'elle déterminera, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur,*
- *proroger ou clore par anticipation et sans préavis chaque augmentation de capital,*
- *dé plafonner le montant de l'augmentation de capital en cours dans la limite de 30% du montant maximum prévu de l'augmentation de capital,*
- *arrêter à la fin d'une période de souscription, le montant d'une augmentation de capital au niveau des souscriptions reçues pendant cette période de souscription, pour autant que les souscriptions recueillies pendant cette période atteignent 75% minimum du montant prévu de l'augmentation de capital,*
- *constater les augmentations de capital en leur nom et effectuer toutes les formalités corrélatives, en particulier régler les frais d'enregistrement et procéder aux modifications des statuts, sans qu'il soit pour cela nécessaire de convoquer l'assemblée générale extraordinaire,*
- *fixer les autres modalités des augmentations de capital, à savoir notamment :*
 - *le montant de la prime d'émission,*
 - *les conditions de libération,*
 - *la date d'entrée en jouissance des parts nouvelles. »*

autorise la Société de Gestion à modifier en conséquence la note d'information de la SCPI afin d'y insérer le nouveau montant de l'augmentation de capital.

TROISIEME RESOLUTION

(Mise en cohérence des statuts avec la note d'information au regard des commissions perçues par la société de gestion et modifications corrélatives des articles 14.1, 14.2, 14.3 B et 14.4 B des statuts)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité pour les assemblées générales extraordinaires,

après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance,

approuve la mise en cohérence des statuts avec la note d'information au regard des commissions perçues par la société de gestion et **décide** :

- de supprimer la rétrocession de la commission de gestion et de modifier en conséquence l'article 14.1 des statuts comme suit :

« Dans les conditions prévues dans la note d'information, la Société de Gestion percevra une commission de gestion annuelle de 10 % HT du montant (soit 12 % TTC au taux de TVA en vigueur) :

- (i) *des produits locatifs hors taxes encaissés directement ou indirectement (au prorata de la participation de la SCPI diminués des éventuelles commissions facturées par la Société de Gestion aux sociétés), et*
- (ii) *des autres produits encaissés par la SCPI.*

~~*La Société de Gestion pourra rétrocéder une partie de la commission de gestion qu'elle aura perçue de la SCPI aux distributeurs au titre des prestations de services fournies par ces derniers aux souscripteurs des parts de la SCPI dans la durée dans la mesure où ces prestations contribuent à l'amélioration du service rendu aux souscripteurs dans le temps. »*~~

- d'insérer la possibilité de la rétrocession partielle de la commission de souscription de parts aux distributeurs et de modifier en conséquence l'article 14.2 des statuts comme suit :

« La commission de souscription des parts est de 7 % HT, soit 8,4 % TTC du montant souscrit.

La Société de Gestion pourra rétrocéder une partie de la commission de souscription qu'elle aura perçue de la SCPI aux distributeurs au titre des prestations de services fournies aux souscripteurs des parts de la SCPI. »

- de supprimer la commission d'intervention en cas de cession de parts sur le marché secondaire et de modifier en conséquence l'article 14.3 B des statuts comme suit :

~~*« En cas de cession de parts réalisée sur le marché secondaire par confrontation des ordres d'achat et de vente en application de l'article L. 214-93 du Code monétaire et financier, la Société de Gestion ne percevra pas de commission d'intervention. de la part de l'acquéreur une commission d'intervention de 5 % hors taxes du montant de la transaction (prix d'exécution), soit 6 % TTC (au taux de TVA en vigueur), pour couvrir l'organisation du marché secondaire des parts.*~~

~~*A cette commission Au montant de la transaction s'ajoutent les droits d'enregistrement de 5 %, qui seront supportés par l'acquéreur. »*~~

- de mettre en conformité avec la note d'information de la SCPI les modalités de calcul de la commission de cession d'actifs immobiliers et de modifier en conséquence l'article 14.4 B des statuts comme suit :

« La Société de Gestion percevra, lors de la cession d'actifs immobiliers détenus directement ou indirectement par la SCPI, une commission de 2,5 % HT (soit 3 % TTC) du prix de vente net vendeur.

Cette commission s'appliquera également en phase de liquidation, pour les cessions réalisées par la Société de Gestion en sa qualité de liquidateur, conformément à l'article 29 des Statuts.

À la clôture de la liquidation, la Société de Gestion percevra, en complément, une commission de 10 % HT (soit 12 % TTC) de la plus-value brute réalisée sur le patrimoine immobilier par cession d'actif, sous réserve que cette plus-value soit au moins égale à 10 % du prix de revient global des actifs de l'actif. En aucun cas la commission de cession et son complément ne pourront dépasser 5 % HT (6 % TTC) du prix de cession par actif.

La plus-value brute correspond à la différence entre :

- *le produit total des cessions, déduction faite de la commission de cession mentionnée ci-dessus ;*
- *et le prix de revient global des actifs concernés. »*

QUATRIEME RESOLUTION

(Précision sur la durée statutaire de la société et modification de l'article 29 des statuts)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité pour les assemblées générales extraordinaires,

après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance,

décide d'apporter à l'article 29 « DISSOLUTION ET LIQUIDATION » des statuts les modifications apparaissant ci-dessous quant à la durée statutaire de la SCPI :

« Un (1) an au moins avant la date d'expiration de la SCPI, la Société de Gestion devra provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire pour décider si la SCPI doit être prorogée ou non, étant précisé que la SCPI ne pourra être prorogée au-delà de 2 ans supplémentaires.
[...] »

CINQUIEME RESOLUTION

(Pouvoirs pour les formalités)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité pour les assemblées générales extraordinaires,

donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes afin d'effectuer toutes formalités légales de dépôt et de publicité.